

Polynésie française : une communication politique en devenir

Dominique Wolton

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2002/1 (N° 32-33), PAGES 481 À 493
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

DOI 10.4267/2042/14406

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-1-page-481.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Dominique Wolton
Laboratoire Communication et Politique, CNRS, Paris

POLYNÉSIE FRANÇAISE : UNE COMMUNICATION POLITIQUE EN DEVENIR

Un fait s'impose à l'observateur : les Polynésiens aiment le jeu et l'affrontement politique. L'éloignement, le bilinguisme et une forte identité culturelle ont renforcé une « autonomie » de la vie politique.

Les rapports entre la société civile et la classe politique

Cette vie politique est très longtemps restée centrée sur Tahiti et n'a concerné qu'une *petite* partie de la population. C'est assez récemment, avec les statuts de 1984 et 1996 et la position dominante occupée par Gaston Flosse sur la scène locale, que la vie politique moderne s'est organisée. La « politique contemporaine » a pris le pas sur les formes de la « politique plus traditionnelle ».

L'*espace commun* lié en bonne partie à l'économie et proche de la société civile est en essor, mais empiète beaucoup moins sur la politique qu'en Métropole. L'*Espace Public*, est encore balbutiant et le bras de fer avec l'État rebute un certain nombre d'y participer. Il existe une classe politique largement polarisée autour de la personnalité de Gaston Flosse, et engagée dans de nombreux chantiers politiques. L'*espace politique* demeure limité. Avec cette particularité que l'on ne souligne pas assez : il est *bicéphale*. Il y a, à la fois le « pouvoir d'État » et le « pouvoir territorial », ce qui ne simplifie pas la compréhension du jeu, d'autant que la pédagogie quotidienne concernant le rôle des uns et des autres n'est pas très visible. Il n'y a pas que la société tahitienne qui soit complexe ; il y a aussi l'enchevêtrement des statuts et ses répercussions sur le fonctionnement de l'*espace public*.

Quant à la *communication politique* qui orchestre les enjeux politiques du moment, elle est aussi réduite. S'il y a un réel renouvellement des générations, les jeunes, pourtant nombreux, n'arrivent pas à imposer une autre logique, ni d'ailleurs les personnalités d'archipels porteurs néanmoins de

réelles différences. L'arrivée massive des femmes, après les élections municipales et territoriales de 2001, modifiera peut-être cette logique, mais rien n'est sûr si on se réfère à ce qui s'est passé en Métropole. Il y a d'ailleurs, en Polynésie, une grande permanence des leaders depuis 20 ans, à commencer par Gaston Flosse et Oscar Témara. La succession à un rythme finalement rapide des statuts depuis trente ans, repousse largement les débats sur l'économie, la société, la politique et la culture. En outre, si les oppositions verbales sont violentes, il ne faut pas oublier que tous les îliens ont des *liens de parenté*. Tout le monde est « cousin », en tout cas lié à des rapports de parenté. Il s'agit d'une société où il y a peu d'altérité, sauf une altérité conventionnelle. *Tout est en réseau*. « Ici nous sommes tous cousins, on est donc *jamais* ami ou ennemi pour toujours ».

Le bilinguisme ne simplifie pas la compréhension des enjeux, alors que, simultanément, dans les codes visibles, la vie politique ressemble apparemment à la vie politique française.

Le contexte

Non seulement tout « ressemble » à Paris alors que tout est « différent » dans la langue et le contenu, mais de plus, sur place, on peut avoir le sentiment physique d'être en continuité territoriale avec la France et l'Europe, alors que l'on est au bout du grand océan. Cet effet d'isolement, voire d'enfermement rejaillit sur la communication politique nécessairement plus contrôlée : on ne peut pas dire n'importe quoi : *tout se sait* ; rien ne s'oublie. On est condamné à vivre ensemble. En Polynésie, il y a un réel décalage entre la réalité d'une société décontractée et accueillante, et un jeu politique fermé, où tout est connu, avec un nombre limité d'acteurs donnant finalement le sentiment, qu'en Polynésie française, « on étouffe parfois »... C'est peut-être une des raisons de l'agitation chronique de la vie politique locale : *on relance* d'autant plus les antagonismes que l'on sait la difficulté à sortir des Îles. On est condamné à vivre ensemble : la violence des affrontements verbaux pour compenser l'obligatoire cohabitation physique. Les relations avec « l'environnement » extérieur sont compliquées : les autres territoires du Pacifique sont très éloignés et de statut différent. Le grand océan n'est pas un environnement comme les autres. C'est unique au monde et la Polynésie française n'échappe pas à ce destin singulier. En outre, le *décalage de revenus* entre la Polynésie et les autres territoires ne facilite pas la communication. L'existence des 5 archipels, les distances et les diversités culturelles ne facilitent pas non plus l'unité. Si le métissage est une force, dire « qui est Polynésien » est souvent compliqué. D'autant que les rapports de force entre Polynésiens, Demis, Popa'a (métropolitains) et Chinois sont réels. L'identité polynésienne est forte, mais liée la plupart du temps à des métissages qui n'ont pas le même sens selon les communautés et surtout selon la hiérarchie sociale. De même faut-il nuancer la perception des niveaux de cohésion au sein des quatre communautés. Il y a plusieurs manières d'être polynésien, Demis, Popa'a, Chinois. C'est sans doute au sein des groupes des Popa'a et des Demis qu'il faut être attentif aux

différences et ne pas généraliser. Bref une société peut être petite, mais sophistiquée et en dentelles... Il s'agit d'une société en réseaux, non seulement à l'échelle globale et à celle des communautés, mais aussi entre de multiples formes d'appartenance « transversale » : Églises, associations, franc-maçonnerie... Une sorte de « négociation » permanente et silencieuse s'organise entre *plusieurs* systèmes d'appartenance symbolique. Le débat politique trop centré sur le conflit État-Territoire, avec l'État « comme adversaire des populations locales », freine l'émergence de multiples questions et favorise une sorte de fuite en avant dans la revendication incessante « d'autonomie » et de statuts « sur mesure ». Le poids des rumeurs dans un espace relativement clos est considérable. De même que les discours sur l'autorité du chef, l'obéissance, le clientélisme... En réalité, il y a une sorte de *superposition* des deux modèles de communication politique ; le modèle officiel, et l'enchevêtrement de logique.

La Polynésie, qui a pris l'habitude depuis 60 ans d'être au cœur des controverses mondiales, regrette aujourd'hui le silence, voire parfois l'indifférence qui l'entoure. L'État ne sait pas quoi faire à l'égard de cette double culture et identité. Comme la forme est occidentale, beaucoup de fonctionnaires supposent que le fond l'est aussi. Combien d'agents de l'État ont essayé de comprendre mieux cette société et cette culture qui s'imposent d'autant moins qu'elles sont discrètes ? L'État a une communication politique faible, ce qui est d'autant plus dommage, qu'en face, le Territoire affiche en permanence une communication politique offensive. Enfin il y a une *entre deux* générations. Si Gaston Flosse, de par son itinéraire politique, s'enracine dans l'histoire locale de l'après-guerre, il n'en est pas de même pour la classe d'âge des 40-50 ans et encore moins pour les plus jeunes. Il y a une *absence* de points de repères : la génération patriote a disparu, emmenant avec elle une grande partie de la mémoire politique de la Polynésie d'après-guerre. Les controverses du nucléaire n'ont pas non plus donné naissance à une autre mémoire. Le résultat est d'ailleurs une *absence de relations* à la France, donc de perspectives politiques à une échelle autre que celle du Territoire. Perte de repères et de filiations avec la France, accentuée par le fait que le gouvernement de Gaston Flosse depuis une dizaine d'années, tout en disant le contraire, prend la France comme « adversaire ». Ceux qui ne partagent pas cette idée de la « guerre contre la France » se taisent, et attendent des jours meilleurs, d'autant que le faible pluralisme des médias ne favorise pas l'émergence d'autres problématiques. Dans le même ordre d'idées, le décalage est réel entre l'insuffisante curiosité socio-politique de la métropole à l'égard du territoire, dont se plaignent à juste titre les Polynésiens, et le fait qu'eux-mêmes ne sont finalement pas très curieux d'un regard extérieur. Ou plutôt dans le contexte actuel, plutôt fermé, où trop de choses tournent autour de la personnalisation du pouvoir et du contentieux avec l'État, les attentes existent mais ne se manifestent pas. Tahiti risque de devenir une cocotte minute. Apparemment tout va bien, le Tahoera'a a gagné la majorité absolue aux élections municipales et territoriales en 2001, qui sont les plus importantes, l'opposition est affaiblie, l'assemblée territoriale mixte est sage. Et la guerre avec l'État comme bruit de fond. Mais le décalage est grand entre l'étroitesse de l'espace politique, la diversité des questions en suspens, la faible communication politique, la durée du pouvoir, pour que cela ne ris-

que pas de conduire à des crises politiques. Rien de plus difficile que de gérer des victoires électorales dans le temps, d'éviter le repli du pouvoir sur lui-même, avec ses inévitables effets de cour, de rester sensible à des mutations d'autant plus difficiles à percevoir que la majorité politique semble tout contrôler et que les oppositions ont du mal à trouver leur place. Mais comme toujours en Histoire, les événements déstabilisent vite ce qui paraît en place pour longtemps.

Les médias

La *presse écrite* avec deux journaux au tirage modeste, appartenant au groupe Hersant, est surtout centrée sur Tahiti, et finalement réservée à l'élite. Si *La Dépêche* est résolument un journal pro-gouvernemental, les *Nouvelles* sont un peu plus indépendantes. La *radio* est par contre un média très populaire qui relie les archipels, les communautés et les familles. RFO, qui fut longtemps le seul organe de radio et de télévision de l'archipel, bénéficie d'une légitimité, de sérieux et surtout de pluralisme politique. TNTV qui se veut « la TV du polynésien » a tendance à oublier tout ce qu'elle doit à l'État. Les revues sont peu nombreuses. *Tabiti-Pacifique* joue un rôle utile de « conscience critique ». *Tabiti Pacifique* est lu en Métropole et le rôle qu'on lui prête, pour le louer ou le critiquer, illustre bien le paradoxe de la Polynésie française : la vie politique y est vive et animée, mais simultanément l'espace public est étroit, avec trop peu de débats contradictoires ce qui aboutit, faute de concurrents, à accorder une importance parfois excessive à *Tabiti Magazine*.

TéléFenua est une radio et une télévision indépendantiste qui sert aussi de « contre pouvoir », mais de manière beaucoup plus partisane. Le ton est souvent très, ou trop polémique, pour les mêmes raisons que pour *Tabiti Magazine*. C'est le symptôme d'un espace politique fermé. Les radios et télévisions respectent le bilinguisme et la radio, surtout dans les archipels, est le grand vecteur de communication. Il y a donc pluralité des médias *sans pour autant* un réel pluralisme politique. Les démêlés de RFO avec le Territoire, depuis la naissance de TNTV en 2000, montrent la limite du système actuel. Une plus grande autonomie des médias à l'égard du Territoire est un des enjeux majeurs de la communication politique de demain.

Ce n'est pas la création d'une *Agence de presse tabitiennne* qui modifiera ce sentiment d'une information « sous influence ». Le Territoire a créé cette agence pour qu'il y ait une « information objective » sur l'action du gouvernement... Le temps montrera quelle crédibilité lui est accordée sur place, et à l'extérieur, et si elle trouvera réellement un marché.

Mais le premier média reste la *rumeur*. Elle franchit les océans, fait circuler les goélettes, s'implique avec les nouvelles techniques. « Tahiti, palais des rumeurs » dit-on souvent, car la rumeur, au-delà de son caractère vrai ou faux, est surtout un facteur de relation, de valorisation mutuelle et de communication.

L'opinion publique

Elle est le grand absent, notamment, parce qu'il n'y a toujours pas de sondages. Chacun interprète « l'opinion » au travers de ses choix personnels. Elle n'a pas du tout le même sens selon que l'on soit à Tahiti, aux Marquises ou aux Tuamotu. D'autant que les médias, qui, jusqu'à l'essor des sondages se voulaient les porte-parole de l'opinion publique, ne peuvent prétendre jouer ce rôle, car ils sont très institutionnels. Finalement, ce sont les grèves et les manifestations qui sont les seuls thermomètres de l'opinion. Si, en Europe, les sondages ont pris souvent *trop* de place, leur absence totale d'existence pose en revanche problème, car il n'y a pas beaucoup d'indications sur l'état de l'opinion, entre les élections. Les acteurs politiques, et surtout Gaston Flosse qui connaît bien le pays, ont au travers du maillage de son parti sur le territoire une assez bonne connaissance des rapports de force politique. Tout ce qui, du point de vue politique, sociétal, culturel ne rentre pas dans le champ direct, soit de l'affrontement politique, soit du traitement institutionnel, reste largement inconnu des dirigeants. Il y a donc un *décalage* entre l'intelligence sociale, culturelle et politique du pays, l'extrême diversité des logiques à l'œuvre et la vision *trop* étroite qui en émerge dans la presse. Ce n'est pas le nombre de médias qui est en cause, mais leur comportement : *il y a là un réel « trou » de connaissance.*

Les caractéristiques de la communication politique

Elle est marquée par de forts affrontements qui ne sont pas toujours liés à des antagonismes idéologiques. 281 listes étaient en concurrence aux municipales de 2001. Le rapport à l'indépendance est apparemment le critère de partage, mais, dans la réalité, cette dichotomie commode en cache d'autres qui émergent plus difficilement. La vie politique est verbalement violente de la part de la majorité et au nom de l'autonomie ; elle s'exprime contre l'État, avec de très nombreux sujets d'affrontement (GIP ; hôpital ; RFO, Air Tahiti Nui). Les indépendantistes affichés restent radicaux dans leurs propos, mais leur expression est aujourd'hui plus modérée.

Le bilinguisme joue ici un rôle fondamental. *Il y a deux communications politiques* selon que l'on s'exprime en tahitien ou en français et les propos ne sont évidemment pas les mêmes dans les deux langues. Les contenus sont différents, mais les références aussi. Elles sont naturellement plus « religieuses » en tahitien en sachant que cette « culture religieuse politique » nécessite elle-même un vrai effort de compréhension. En campagne électorale, tous les meetings sont en tahitien ce qui constitue un handicap pour ceux qui ne le connaissent pas, et favorise une ambiguïté dont il est difficile de savoir à qui, en définitive et dans la durée, elle profite. Puisqu'on ne dit pas la même chose en français et en tahitien, que les cadres de référence, les enjeux, les symboles sont différents, à quelles conditions relier les deux ?

Le paradoxe, accentué par le bilinguisme, réside dans le fait que le calendrier électoral, les institutions, le jeu politique, les partis, « le style » de communication politique sont dans la filiation de la Métropole alors que le langage et les références conceptuelles en sont parfois très éloignés.

L'espace politique est à la fois tout petit, presque surdimensionné par rapport à la population, et surdéterminé actuellement par le conflit avec Paris. L'État et les contre-pouvoirs y sont presque absents et si l'opposition existe, le débat contradictoire est faible. L'argumentation politique est relativement peu développée entre une majorité qui défend son bilan, réaffirme sa compétence, nie violemment la compétence à gouverner de l'opposition, et une opposition (Tavini, Fetia Api, Aia Api...) éclatée et partiellement regroupée autour du faux clivage de l'indépendance. Tous les ingrédients, les sujets et la qualité des acteurs sont réunis pour une vraie communication politique qui, pour le moment, est encore embryonnaire.

Cette communication politique forte, centrée sur le statut et les réalisations du gouvernement se fait aussi sans mémoire politique. On a l'impression que le CEP, Pouvanan oopa, Francis Sanford... appartiennent à une histoire *très* ancienne, alors que tout cela n'a que 30 à 50 ans ! Les jeunes, fort nombreux, n'ont pas beaucoup de points de repères historiques. La mémoire politique officielle est faible dans les discours et les références, les liens avec l'histoire contemporaine peu nombreux. *L'épaisseur* de la communication politique repose, au plus, sur une petite vingtaine d'années ; c'est trop peu. Or il n'y a pas d'Espace Public et de communication politique sans mémoire et sans prise en compte de *toutes* les mémoires. Par contre, le gouvernement, comme la classe dirigeante et la société en général sont très actives : le stéréotype de Polynésiens, bons vivants et vaguement oisifs est un des plus faux qui soit.

Pour revenir sur les caractéristiques de la communication politique, on remarque un rôle important des Églises. Les Églises protestantes sont liées à l'indépendance et interviennent assez directement. L'Église catholique, plutôt en expansion, est plus discrète publiquement. Il est certain que, par rapport à d'autres territoires de la République, le lien religion-politique est ici plus direct, un peu comme si la séparation Église-État avait un régime particulier... Ici, beaucoup plus qu'ailleurs, l'Espace Public et l'espace politique sont structurés par les associations qui constituent à la fois des relais pour les partis politiques, notamment du *Taopera* et des lobbies.

Reste que, dans cette communication politique, les différents acteurs n'y sont pas présents à part égales. Les *Popa'a* durablement installés (et non pas ceux qui font un séjour de deux ans) sont quasiment exclus de l'élection municipale et territoriale, notamment à cause du maniement de la langue, mais plus profondément par souci de « polynésiation » de la vie politique, en réaction aux décennies précédentes où ils étaient majoritaires. Par contre, *les métropolitains* sont extrêmement nombreux comme conseillers de Gaston Flosse et plus généralement à la Présidence, mais absents de toute vie publique. Comme on dit souvent « le palais est métropolitain et le gouvernement polynésien », sans d'ailleurs que les autonomistes les plus acharnés soient là où l'on pense qu'ils soient... À l'opposé les « Polynésiens de base » servent à la fois de référence et de caution, mais ils sont peu présents dans l'espace médiatique, politique ou gouvernemental.

C'est au nom de « l'identité polynésienne » que la Polynésie autonome se construit, mais le Polynésien de base n'est pas là. Les demis qui gouvernent le pays parlent en leur nom, et se sont appropriés cette identité polynésienne. L'émigration des archipels vers Tahiti n'a pas simplifié ce problème, car les « émigrés » des archipels, nombreux à Tahiti, se trouvent souvent en bas de l'échelle sociale. Avec le mouvement de retour vers les archipels et l'élévation progressive du niveau éducatif, l'identité proprement polynésienne va être réexaminée, et peut-être affirmée de manière différente. Au fond, la vraie question est de savoir si les Demis, qui pour l'instant se présentent comme les porte-parole de l'identité polynésienne, le resteront ou bien si il y aura, sur cette question l'ouverture d'un débat entre les différentes communautés, constitution de cette « identité plurielle ». Les *Chinois* ont réussi quant à eux leur percée dans l'espace politique, même s'ils sont toujours mentionnés comme « Chinois ». Les grands acteurs, et vrais vainqueurs de la communication politique de la Polynésie autonome sont les *Demis* qui parlent la langue. Il y a d'ailleurs *plusieurs catégories* de Demis, et des différences existent entre ceux qui se nomment « Demis » et ceux que l'on désigne comme tels. Tous produits d'un métissage, ils n'ont pas pour autant la même légitimité ; celle-ci s'inscrit dans le temps. De fait, les Polynésiens appellent Demis les métis de très longue date, identifiés à des familles connues et à l'inverse refusent ce nom à d'autres qui ne sont pas, selon eux, issus de familles ayant participé depuis longtemps au « contact » avec les Polynésiens. Il y a donc une « stratification des identités Demis ». Même si les Demis, dans leur ensemble, ont tendance à incarner l'identité polynésienne, avec à la clé une question qui reste ouverte : devient-on Demi par brassage et métissage, ou peut-on le devenir par adhésion à la langue, la culture polynésienne en décidant de rester vivre et travailler longtemps sur place ?

Des contre-pouvoirs limités

Les contre-pouvoirs mettent toujours du temps à se construire, *a fortiori* dans une situation politique relativement neuve, car si les Polynésiens aiment et font de la politique depuis longtemps, il faut reconnaître que, dès les années 1945 à 1960, il s'agissait de construire une autonomie largement refusée par Paris et que, de 1960 à 1995, la présence écrasante du CEP a empêché toute vie politique autonome. *C'est donc depuis moins d'une dizaine d'années que la vie politique polynésienne peut se déployer !* Il faut garder ce calendrier en mémoire. De plus, dans la vie politique *traditionnelle*, les contre-pouvoirs étaient nombreux, mais en 50 ans, le Polynésien a été projeté dans un univers moderne où la tradition n'a pas disparu, loin de là, mais où elle doit se réaménager et s'adapter à une logique très différente de la vie politique contemporaine. Les traditions sont là, mais ne s'expriment pas, et sont guère visibles. D'autant que Gaston Flosse et une partie du gouvernement disent qu'ils incarnent simultanément la tradition et la modernité. Là aussi la question des rapports tra-

dition-modernité est mal posée. Dans le discours officiel, les « Polynésiens », les Demis au pouvoir sont les « garants » de l'identité polynésienne, avec comme implicite, l'idée qu'ils la « protègent » contre Paris. Et comme par ailleurs, le même discours présente la classe dirigeante comme étant capable d'être à la fois traditionnelle et moderne, le raisonnement est bouclé. La réalité des rapports entre traditions et modernité est beaucoup plus complexe, comme le montreront probablement les événements, quand le jeu politique et culturel s'ouvrira.

La presse écrite, on l'a vu, beaucoup plus lue que peut le faire croire son tirage, joue peu son rôle de contre-pouvoir. Celui-ci est davantage occupé par la radio, plus libre de ton — comme dans tous les pays — et paradoxalement par RFO. Quant aux nouveaux médias, là comme ailleurs, ils sont très récents et surtout n'ont pas cette fonction. La Polynésie comme la métropole ou les autres DOM-TOM s'ouvre aux nouvelles techniques, mais il faut du temps pour que celles-ci prennent leur place et que s'établisse un équilibre entre les fonctions, d'expression, d'information, de service et de dialogue. Il ne suffit pas qu'il y ait un nouveau média, pour qu'il y ait une nouvelle culture !

Des revues, seul *Tabiti-Pacifique* constitue un contre-pouvoir dont on a vu qu'il est en partie lié à sa situation monopolistique. Il manque d'autres moyens d'expressions, au moins autant culturels que politiques. Du point de vue des acteurs politiques, on peut noter le rôle des *syndicats* qui sont toujours engagés dans un jeu compliqué avec le pouvoir politique. *Les associations* hésitent entre le rôle de relais du pouvoir qui leur permet de bénéficier de larges subventions et le risque d'être marginalisées si jamais elles deviennent trop autonomes dans un système politique très contrôlé par le Territoire. *Les Églises*, surtout protestantes, jouent un rôle très ancien de contre-pouvoir. On l'a vu en particulier lors des campagnes « contre les essais nucléaires » ou « pour l'indépendance ». *La justice* ne semble pas jouer, et depuis longtemps, le rôle de contre-pouvoir qu'elle aurait dû jouer, à l'égard de l'État hier, et aujourd'hui à l'égard du Territoire. Sauf en ce qui concerne le Tribunal Administratif qui, au travers du contrôle de légalité, contribue à la construction d'une culture politique de l'autonomie. *Les maires*, par la non-réforme du statut communal, ne peuvent pas devenir des contre-pouvoirs puisqu'ils ne disposent ni de l'autonomie, ni des ressources financières leur permettant d'affirmer leur rôle. Quant aux *archipels*, en dehors des Marquises qui sont autonomes par rapport à Tahiti, ils ne constituent pas pour le moment un contre-pouvoir, les Îles Sous-le-Vent ayant même perdu une certaine tradition d'autonomie qu'elles avaient autrefois.

L'université, n'est pas, pour le moment, le contrepoids culturel et politique qu'elle joue dans de nombreux pays. L'existence de deux universités du Pacifique sans réels rapports entre elles est une erreur, et ne facilite pas l'émergence d'un pôle de culture. L'arrivée prochaine d'un plus grand nombre d'enseignants polynésiens changera, comme partout dans le monde, le statut de l'université dans la communication politique. À condition que l'université ne se referme pas sur un recrutement territorial, ce qui serait une catastrophe.

L'État en porte à faux

Principal bailleur de fonds du territoire, ancienne puissance coloniale, maître d'œuvre du nucléaire, fréquemment présenté comme l'adversaire de « l'autonomie réelle », gardien de la souveraineté, l'État en jouant de nombreux rôles est devenu l'adversaire presque idéal. D'autant qu'il répond de manière souvent maladroite aux incessantes critiques et provocations. Même si nombre de membres du gouvernement, à commencer par Gaston Flosse, nombre de conseillers de l'Assemblée, ont occupé des fonctions importantes dans la République, sont directement liés à l'État, et en connaissent ses forces et ses faiblesses. Un État donc qui se trouve le plus souvent sur *la défensive*, comme s'il s'excusait d'être encore là. Cette perception est évidemment celle de Tahiti, car dans les archipels, l'État, par l'intermédiaire du Haut Commissariat, de l'armée et de la gendarmerie, conserve un réel prestige : on connaît son efficacité en cas de « coup dur ».

Dans la communication politique, on est face au paradoxe suivant. Le Territoire n'arrête pas de rappeler qu'il est obligé de se révolter contre un État tutélaire, quasi colonial, prêt à dévitaliser le statut d'autonomie, alors que le Territoire sait très bien, crise après crise, qu'il obtient ce qu'il veut, et renforce une autonomie déjà bien réelle. La phrase très souvent entendue est : « Pourquoi l'État ne réagit-il pas plus, alors qu'il conserve des capacités d'actions réelles ? » ou bien « Pourquoi est-il si souvent sur la défensive ? ». Dans le rapport de force entre Territoire et État, le Territoire, en jouant la victime, est, depuis une dizaine d'années, le vainqueur. D'ailleurs, dans la culture démocratique, celui qui se dit victime, bénéficie toujours d'un préjugé favorable...

L'État assume mal l'histoire. D'abord celle des *différents statuts* 1840, 1860, 1946, 1957, 1977, 1984, 1996, alors même que leur nombre et leur ouverture croissante prouve en un délai finalement bref — 150 ans — comment on est passé d'une logique coloniale à la reconnaissance du fait polynésien. Assumer aussi les échecs et les erreurs, d'autant que les Polynésiens ont une grande intelligence politique et une très bonne mémoire, ce qui permettrait aussi de parler des aspects positifs. Assumer aussi *l'histoire du Centre d'Expérimentations du Pacifique* (CEP), étrangement disparu de l'espace politique.

Rien n'est dit non plus sur le *Pacifique francophone* et du rôle à jouer dans le cadre de la mondialisation, et d'un Pacifique largement anglophone. Rien non plus sur les liens entre les trois territoires de Nouvelle-Calédonie, de Wallis et Futuna et de la Polynésie française. L'État, qui investit ici beaucoup d'argent et paye de très nombreux fonctionnaires se trouve dans une situation quasi silencieuse. L'absence de relations entre les trois territoires est un problème qui empire et qui devrait inquiéter. La tradition centralisatrice française y est pour beaucoup, mais n'explique pas tout, car les relations entre Polynésiens, Wallisiens, et Calédoniens sont faibles et emprunte de stéréotypes. Autrement dit, si la tradition coloniale, qui a privilégié à tort des relations verticales entre les territoires, explique en partie cette absence de culture politique d'un Pacifique Francophone, tout n'explique pas ce fait. Il y avait une histoire pré-européenne et surtout, là comme

ailleurs, les relations entre la Mélanésie, la Polynésie, et d'autres aires culturelles, avant et depuis l'arrivée des Européens, n'ont pas toujours été... pacifiques...

Quant à *l'armée* qui a joué un rôle essentiel avant, pendant et après le nucléaire, elle est ici en position de « *silent partner* ». Même pour la marine qui partage pourtant avec les Polynésiens une extraordinaire culture de la mer. Avec le CEP, l'armée a amené le salariat, la compétence technique, le savoir-faire, l'économie moderne dont deux ou trois générations de Polynésiens ont été bénéficiaires. Et on a vu d'ailleurs que les Polynésiens, bons observateurs, ont beaucoup appris de cette présence scientifique et technique. Cela crée des liens pour l'avenir.

Quant aux autres fonctionnaires, trop souvent là pour deux ou trois ans et pour des raisons de confort matériel, ils ne s'investissent pas dans la construction de la Polynésie moderne. Ils devraient rester plus longtemps, et surtout faire un réel effort d'intercompréhension. Par contre les magistrats qui, eux, restent longtemps devraient avoir une mobilité pour éviter que se créent les situations préjudiciables à l'indépendance et au respect de la justice. Dans l'ensemble, les fonctionnaires sont contents d'être là, mais sont souvent choqués du ton des relations violentes entre le Territoire et l'État.

Dans la communication politique actuelle, il est certain que l'acteur État, en dehors de sa logique administrative, est très souvent absent ou silencieux, accentuant le rapport de force en faveur du Territoire, qui, à terme, n'est bon pour personne, car l'autonomie n'est vivable que dans un *certain respect mutuel*. Et non dans un déséquilibre permanent. D'une manière générale, l'État ne sait pas, au-delà des inévitables conflits, donner aux Polynésiens, le sentiment et les raisons de se sentir fiers d'être Français. Il n'y a pas assez d'actes symboliques pour montrer aux Polynésiens la qualité de ce qu'ils apportent à la France et les raisons qu'ils ont eux, une fois cette autonomie acquise, d'appartenir à l'espace français. Tout est trop institutionnel, voir bureaucratique. Nul doute que face à ce déficit symbolique du rapport à la France, l'État a une responsabilité particulière. L'État n'a pas, pour le moment, de culture de ce qu'est l'autonomie d'autres pays au *sein* de la République. De toute façon, créer un lien politique à 20 000 km de distance est un vrai défi. Seule une volonté partagée peut y arriver.

Une communication insuffisante entre la Métropole et la Polynésie française

L'intérêt de la Métropole pour la Polynésie est largement insuffisant. Le statut ambigu de paradis touristique n'aide pas ; c'est loin et cher ; l'absence de crise politique grave comme en Nouvelle-Calédonie ne mobilise pas les médias ; l'omniprésence du Gaston Flosse conforte ses amis, comme ses ennemis, dans l'idée qu'il n'y a rien à faire tant qu'il est là ; l'ombre du nucléaire continue de planer ; la baisse dramatique de culture politique dans les élites françaises à l'égard des

questions d'Outre-mer n'accentue pas l'intérêt pour le Pacifique ; l'absence de curiosité intellectuelle pour cette société multiculturelle ne compense pas les handicaps précédents, alors même que cette question d'une société multiculturelle est *aussi* à l'horizon de l'Europe politique ; la discrétion des Polynésiens, volontiers silencieux et observateurs, n'incite pas les Métropolitains résidents sur place et souvent très peu curieux, à s'investir réellement. La faiblesse de la communauté polynésienne en Métropole empêche d'en faire un *lobby* culturel et politique comme pour les communautés antillaises. Bref, alors que la Polynésie française est un lieu d'observation intéressant pour les problèmes culturels, sociaux et politiques des sociétés multiculturelles de demain, la Métropole et ses élites n'y manifestent qu'un intérêt insuffisant.

Discrètement, sérieusement et efficacement, les polynésiens ont beaucoup travaillé, en peu de temps. Après cette présence si lourde et angoissante du nucléaire, il y a quelque chose de justifié dans leur blessure à ne pas être davantage connus, et reconnus, en Métropole. On retrouve là un des handicaps principaux de la Métropole à l'égard de ses Outre-mers : un manque d'intérêt et de curiosité. Le paradoxe est que l'on parle à tort et à travers de la mondialisation, du « dialogue des cultures » et du « village globale », et que la France qui a la chance inouïe d'avoir trois entrées dans cette mondialisation par les trois aires culturelles et géographiques où elle est présente, n'en fait rien, n'en est pas fière, et n'en dit rien.

Les facteurs de changement

Ils sont nombreux : d'abord en Métropole, un lent retour vers une réflexion politique, culturelle et institutionnelle concernant l'apport de l'Outre-mer s'engage ; la France va sortir de son « face à face » avec l'Europe. Mais cela ne suffit pas. Il faut plus de reconnaissance, de respect et d'intérêt en Métropole pour ce qui se passe Outre-mer. Que la France soit fière de ses Outre-mers, et, par voie de conséquence, qu'émerge enfin un espace public, en Métropole, où ces questions essentielles du multiculturalisme puissent être discutées librement et contradictoirement grâce à cet espace public, les Outre-mers trouveront un lieu naturel d'expression.

Au plan du territoire, il existe une classe politique jeune et compétente, capable de gérer l'étape politique, après le départ de Gaston Flosse, qui a joué pendant 10 ans un rôle substantiel de mobilisation et d'action. Elle doit s'imposer. L'arrivée des femmes sera à terme un facteur de changement. La nouvelle composition de l'Assemblée territoriale également. Il existe aussi un réel noyau de grands chefs d'entreprises. Quant à la démographie, avec une forte et nombreuse jeunesse, pour peu qu'on sache la scolariser efficacement, et lui apprendre l'importance des traditions, elle est un formidable facteur de développement social, culturel et politique. Les Polynésiens aiment le jeu politique ; c'est un atout. Ils savent par une mémoire immémoriale que le conflit peut leur être mortel à cause de leur situation d'insulaire ; c'est un second atout, vital pour l'avenir.

Enfin, ils savent gérer le multiculturalisme : c'est un troisième atout pour les sociétés politiques du XXI^e siècle.

C'est en cela que la Polynésie française est, de mon point de vue, avec les autres Outre-mers un des laboratoires politiques de demain.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGNIEL Guy, PIMONT Yves, *Le Pacifique*, PUF, QSJ, 1997.
- AMSELLE Jean-Loup, *Vers un multiculturalisme Français*, Aubier, 1996.
- L'empire de la coutume, Branchements*, Flammarion, 2001.
- BACHIMON T., *Tabiti, entre mythe et réalité*, Paris, Éditions Comité des travaux historiques et scientifiques, 1990.
- BAMBRIDGE T., « Revendications foncières » : *Les temporalités constitutives et leurs dynamiques dans le champ social semi-autonome de l'archipel des Îles Australes, aujourd'hui*, Thèse de doctorat de 3^e cycle. Paris : Université Paris IX – Dauphine 2001.
- BARE J.-F., *Le malentendu Pacifique*, Hachette, 1985.
- BARE J.-F., *Tabiti, les temps et les pouvoirs*, Éditions Orstom 1987.
- BENJAMIN Didier, GODARD Henry R., *Les Outre-mers français. Des espaces en mutation*, Géographie 1999.
- CORDONNIER E., *La France dans le Pacifique Sud, approche géographique*, Paris, Publisud, 1995.
- DECKER de P., *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle Calédonie au XIX^e siècle*, L'Harmattan, 1994.
- DEKKER de P., KUNTZ L., *La bataille de la coutume*, L'Harmattan, 1998.
- DIANELSSON B., MAZELIER P., *Le mémorial polynésien (1567-1961)*, 6 volumes Hibiscus Éditions – Papeete, 1962, 1968.
- DIXIT 2001, *La Polynésie dans l'ère de la communication*, Éditions Créaprint, 2001.
- DOUMENGE Jean-Pierre, *L'Outre-mer Français*, Armand-Colin, 2000.
- DRAPERI P., *Tabiti ou la nef des fous*, Éditions Haere po no Tahiti, 1991.
- ENCYCLOPÉDIE DE LA POLYNÉSIE en 9 volumes, Directeur GLEIZAL Christian, Éditions Alizé, 1986.
- FABERON J.-Y., GAUTIER Y. (Dir), *Identité, nationalité, citoyenneté Outre-mer*, Éditions CHEAM, 1999.
- FABERON J.-Y., (DR), *Identité, nationalité, et citoyenneté dans les TOM*, (DF 1997).
- GARDE F., *Les institutions de la Nouvelle Calédonie*, L'Harmattan, Collection Mondes Océaniens, 2001.
- GILLES B., TOUTTELAN P.-Y., *De la conquête à l'exode*, Éditions Au Vent des Îles Tahiti, 2 tomes, 1999.
- GODARD Benjamin, *Les Outre-mers français*, ORPHYS, 2001.

- LEVY-STRAUSS C., *Le regard éloigné*, Plon, 1983.
La Nouvelle Revue du Pacifique, vol. 1 (2000), n° 1. The Australian National University
- MARSHALL SALINS, *Des Îles dans l'histoire*, Gallimard, Le Seuil, 1989.
- PANOFF M., *Tabiti métissé*, Denoël, 1989.
- PELTZER L., *Hymnes à mon ÎLE*, Éditions Polycop Tahiti, 1995.
- REVERZY Jean, *Le passage*, Flammarion 1977, « Collection Points », 1981.
- RIGO B., *Lieux dits d'un malentendu culturel*, Éditions Au vent des îles, Tahiti, 1997.
- SAURA B., *Politique et religion à Tabiti*, Éditions Polygames Scoop Tahiti, 1993.
- SCEMPLA Jean, *Le voyage en Polynésie. Anthologie des voyageurs*, De Cook à Segalen, Robert Laffont, bouquins, 1994.
- SEM Guy, *Chronique polynésienne*, DDOM Papeete, 2000.
- T'CHERKEZOFF S. & DOUAIRE-MARSAUDON F., *Le Pacifique Sud aujourd'hui. Réalité et transformation culturelles*, CNRS Éditions, 1997.
- TODOROV Tzvetan, *Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Le seuil, 1989.
- TOULLELAN P.-Y., GILLE B., *Le mariage Franco-Tahitien. Histoire de Tabiti du 18^e siècle à nos jours*, Éditions Polymages-Scoop, 1994.
- TOURAINE Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997.
- VIGNERON Emmanuel, *La Polynésie française*, PUF – QSJ, 1996.
- WOLTON Dominique, *Penser la communication*, Flammarion, 1997.
Internet et après, Flammarion, 1999.